

Service du Commissariat des Armées
Plateforme Commissariat Sud-Ouest
Division Achats Publics/Bureau Achats Publics

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
N° DAF 2024_001045_SM1_AD**

Relatif à la réalisation et à la livraison de repas :

- En **liaisons froides** au bénéfice des casernes de Bordeaux intra-muros (33) et ponctuellement dans le département de la Gironde (33) (**LOT 1**)
- En **liaisons chaudes** pour les stagiaires du centre de Préparation Militaire Marine (PMM) de Bordeaux (intra-muros) et leurs instructeurs militaires non officier de la Marine (**LOT 2**)

établi en application :

- du code de la commande publique¹
- du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services².

Annexes :

- A- clauses incitatives
- B- déclaration individuelle de l'accédant
- C- Fiche incident

¹ Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818593R) et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818600D), ci-après dénommés « code »

² Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – NOR ECOM2106868A , ci-après dénommé « CCAG/FCS ». Dans le silence du CCAP les clauses du CCAG s'appliquent.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE, MONTANT	3
1.1 - OBJET	3
1.2 – FORME	3
1.3 – DUREE DE VALIDITE, RECONDUCTIONS ET DEBUT D’EXECUTION	4
1.4 – MONTANT	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DU MARCHE PUBLIC ET EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANT	7
ARTICLE 5 –VERIFICATION ET CONSTATATION DE L’EXECUTION - SANCTIONS.....	7
ARTICLE 6 - REGIME DES PRIX.....	9
ARTICLE 7 – AVANCE.....	10
ARTICLE 8 – ACOMPTES	10
ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE 10 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT	11
ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE	11
ARTICLE 12 – DROIT DU TRAVAIL	12
ARTICLE 13 – ATTESTATION D’ASSURANCE	12
ARTICLE 14 – CAS DE RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	12
ARTICLE 15 – DISPOSITIONS DIVERSES	13
15.1 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
ARTICLE 16 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE - APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS DE QUALITÉS DURABLES – LOT 1 UNIQUEMENT	15
ARTICLE 17 - DEROGATION AU CCAG	16

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE, MONTANT

1.1 - Objet

Il s'agit pour le ministère des armées d'acquérir des prestations de réalisation et de livraison de repas :

- **En liaison froide** (petits déjeuners, déjeuners et dîners) **au profit de casernes situées dans Bordeaux intra-muros, et ponctuellement sur différents lieux situés dans le département de la Gironde (33).**

- et ponctuellement sur différents lieux situés **dans le département de la Gironde (33).**

Des repas froids type sachet repas pourront également être commandés en fonction des lieux de formations ou des cérémonies pouvant avoir lieu sur une journée pour les stagiaires du centre de préparation militaire marine (PMM) et leurs instructeurs militaires non officiers de la marine à la caserne Saint-Nicolas de Bordeaux (intra-muros).

- **En liaison chaude (déjeuners)** au profit des stagiaires du centre de préparation militaire marine (PMM) et leurs instructeurs militaires non officiers de la marine à la caserne Saint-Nicolas de Bordeaux (intra-muros).

Procédure suivie : procédure adaptée au sens de l'article R2123-1.3° du code de la commande publique tenu du segment considéré « services sociaux et autres services spécifiques ».

Le descriptif technique exhaustif des attendus figure au CCTP.

1.2 – Forme

Il s'agit d'un marché public dit « accord-cadre » compte tenu de la technique d'achat utilisée (art. L2125-1.1° et R2162-1 à R2162-6 du code), et « à bons de commande BDC » (art. R2162-13 et R2162-14 du code). Il est mono attributaire.

Les prestations ont été alloties et décomposées comme suit :

LOT 1 : LIAISONS FROIDES

Poste 1 : PRESTATIONS RÉCURRENTES

Sous-poste 1 : Point d'information de la légion étrangère – PILE*

Sous-poste 2 : Caserne XAINTRAILLES*

Sous-poste 3 : Caserne CARAYON-LATOURE*

Sous-poste 4 : Hôtel du Quartier Général – HQG*

Sous-poste 5 : Caserne NANSOUTY*

Poste 2 : SACHET-REPAS

PMM - Caserne Saint-Nicolas*

Poste 3 : PRESTATIONS ÉVENTUELLES

Département de la Gironde

LOT 2 : LIAISONS CHAUDES

PMM - Caserne Saint-Nicolas*

* Les adresses géographiques pour les prestations récurrentes sont renseignées infra.

1.3 – Durée de validité, reconductions et début d'exécution

La validité du marché débute dès sa date de notification, pour une durée qui cumule :

- la période entre les dates de notification et de début d'exécution, celle-ci n'ouvrant pas droit à rémunération (période permettant notamment l'obtention des accès aux sites militaires),
- et une période de 12 mois, qui débutera à compter de la date de début d'exécution, ouvrant droit à rémunération. Cette période pourra annuellement, à la date anniversaire de celle-ci, être reconduite 3 fois dans la limite de 48 mois consécutifs.

La date de début d'exécution est envisagée au 21/02/2025, elle sera précisée sur l'ATTRI1.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer (art. R2112-4 du code).

L'administration (service acheteur) peut décider de ne pas reconduire le marché public, voire de le reconduire pour une durée inférieure à celle prévue (auquel cas cette « période raccourcie » sera la dernière).

L'ordre de service (OS) de non reconduction/reconduction partielle est notifié au titulaire au plus tard 2 mois avant la fin de la période considérée

1.4 – Montant

Les montants sont susceptibles de varier dans les limites suivantes (ils sont repris à l'acte d'engagement ATTRI1) :

LOT 1 : 145 000 euros HT annuel (152 975 euros TTC)

LOT 2 : 20 000 euros HT annuel (21 100 euros TTC)

Il n'y a pas de montant minimum : l'administration ne prend aucun engagement sur l'émission de commandes.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les seuls documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe,
- le présent CCAP et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le CCAG/FCS,
- le mémoire technique et les cadres de réponse techniques complétés (pour le ou les lots concernés).

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration (service acheteur) font foi ; aucune autre stipulation conventionnelle (conditions générales du titulaire par exemple) n'est applicable.

ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DU MARCHE PUBLIC ET EXECUTION DES PRESTATIONS

Lieux d'exécution :

LOT 1 : LIAISONS FROIDES

- Les prestations des postes 1 et 2 s'exécutent sur les sites suivants :

Poste 1 :

Sous-postes	Adresses géographiques
Sous-poste 1 : Point d'information de la légion étrangère - PILE	260 rue Pelleport 33 000 BORDEAUX
Sous-poste 2 : Caserne XAINTRAILLES	112 boulevard du Maréchal Leclerc 33 000 BORDEAUX
Sous-poste 3 : Caserne CARAYON-LATOUR	33 rue de Rigoulet 33 000 BORDEAUX
Sous-poste 4 : Hôtel du Quartier Général - HQG	29 rue Vital Carles 33 000 BORDEAUX
Sous-poste 5 : Caserne NANSOUTY	223 rue de Bègles 33 000 BORDEAUX

Poste 2 :

Caserne Saint-Nicolas	5 rue Nicolas - 33 800 BORDEAUX
-----------------------	---------------------------------

- **Poste 3 :**

Les prestations de ce poste, si elles sont déclenchées sont exécutables sur tout le département de la Gironde. La ou les adresse(s) seront communiquée(s) au titulaire au moment de la demande de devis.

LOT 2 : LIAISONS CHAUDES

Caserne Saint-Nicolas	5 rue Nicolas - 33 800 BORDEAUX
-----------------------	---------------------------------

Modalités d'exécution des prestations récurrentes (Lot 1 - poste 1 et Lot 2) :

Les prestations dites récurrentes seront sollicitées sur demande expresse, par le biais de bons de commandes émis par l'acheteur ou son représentant dûment habilité.

Ces bons de commandes seront transmis au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'administration, par voie dématérialisée.

Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public.

Ils contiendront notamment les renseignements suivants, qui devront être repris pour la facturation :

- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET** des services de l'Etat: 11000201100044)
- la désignation du payeur (numéro **SE** : D0410T7033)
- le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s) **ET** sa(leur) date
- le numéro du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture (numéro **EJ**)
- le délai d'exécution exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois
- la désignation et les références précises des prestations commandées **ET le poste et/ou sous-poste** auquel elles se rattachent
- le prix unitaire HT, ainsi que la quantité.

Les prestations doivent démarrer à compter de la date mentionnée sur le bon de commande : cette date constitue ainsi le point de départ du délai d'exécution. Le titulaire veille à ce que les prestations démarrent et s'exécutent dans le respect des délais et conditions mentionnés au CCTP.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de satisfaire les prestations dans les délais, il doit en avertir l'Administration (service acheteur) avant expiration du délai.

Cette dernière pourra ou non accorder un *sursis* au vu des éléments présentés, qui suspendrait alors pour un temps l'application des sanctions pour retard.

En tout état de cause aucun sursis ne sera accordé si la demande intervient après l'expiration du délai.

Nota : en cas de force majeure, ou de retard du fait de l'Administration (service acheteur ou bénéficiaire), une *prolongation* du délai est automatiquement accordée, à condition que le titulaire signale cet état de fait avant expiration du délai et indique la durée de prolongation demandée.

Modalités d'exécution des prestations éventuelles (LOT 1 – Poste 2 et 3) et délais :

Ces prestations seront sollicitées sur demande expresse, par le biais de bons de commandes émis³ par l'acheteur ou son représentant dûment habilité.

Pour le poste 3, le GS transmettra par mail au titulaire une demande de **devis au minimum 30 jours avant la date souhaitée d'exécution des prestations** précisant la ou les dates, le lieu d'exécution, la nature et les horaires des prestations, le nombre de repas etc.

Le titulaire disposera ensuite **d'un délai de 7 jours ouvrés à compter de la réception de la demande** pour transmettre un devis (reprenant les prix figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement et en y ajoutant les frais afférents à la livraison, sous-entendu les frais kilométriques conformément au prix au kilomètre indiqué au bordereau des prix unitaires) qui devra être validé par l'Administration.

Une fois le devis accepté, un bon de commande sera établi sur la base de ce devis. Ces bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public.

Ils contiendront notamment les renseignements suivants, qui devront être repris pour la facturation :

- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET** des services de l'Etat: 11000201100044)
- la désignation du payeur (numéro **SE** : D0410T7033)
- le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s) **ET** sa(leur) date

³ Le titulaire doit savoir qu'aucune signature, électronique ou autre, n'est requise sur les bons de commande qu'il recevra.

- le numéro du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture (numéro EJ)
- **les imputations budgétaires nécessaires au paiement**
- le délai d'exécution exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois
- la désignation précises des prestations commandées (ET le poste (poste 3) auquel elles se rattachent)
- le/les lieux d'exécution, avec la ou les adresses géographiques précises, avec le nombre de kilomètres (**calculés entre le lieu d'exécution et l'adresse de la société effectuant les prestations**),
- le prix unitaire, ainsi que la quantité,
- le devis détaillé signé du titulaire.

Les prestations doivent démarrer **à compter de la date mentionnée sur le bon de commande** : cette date constitue ainsi le point de départ du délai d'exécution (aucun commencement d'exécution n'intervient le jour même de la notification d'un bon de commande).

Le titulaire veille à ce que les prestations démarrent et s'exécutent dans le respect des délais mentionnés au bon de commande.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de satisfaire les prestations dans les délais, il doit en avertir l'Administration (service acheteur) avant expiration du délai.

Cette dernière pourra ou non accorder un *sursis* au vu des éléments présentés, qui suspendrait alors pour un temps l'application des sanctions pour retard.

En tout état de cause aucun sursis ne sera accordé si la demande intervient après l'expiration du délai.

Nota : en cas de force majeure, ou de retard du fait de l'Administration (service acheteur ou bénéficiaire), une *prolongation* du délai est automatiquement accordée, à condition que le titulaire signale cet état de fait avant expiration du délai et indique la durée de prolongation demandée.

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANT

Le titulaire est dans l'obligation de demander à l'Administration (service acheteur) l'acceptation de son(ses) sous-traitant(s) : cette acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement, sont constatés par un acte spécial signé à la fois par l'Administration (service acheteur) et le titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Rappel concernant le paiement direct du sous-traitant : il est rappelé qu'au terme de l'article L2193-11 du code, toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

Nota : les règles relatives à la confidentialité, à la protection du secret, aux autorisations d'accès et aux habilitations sont applicables au sous-traitant.

ARTICLE 5 –VERIFICATION ET CONSTATATION DE L'EXECUTION - SANCTIONS

Contrôles :

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, c'est l'établissement bénéficiaire qui procèdera aux opérations de vérification⁴ quantitative et qualitative des prestations selon les dispositions du CCTP.

En cas de manquements aux obligations contractuelles, des sanctions seront envisagées par l'acheteur qui en avertira le titulaire par courrier. Celui-ci disposera d'un délai de 15 jours pour

⁴ La constatation de l'exécution doit être saisie par les services en charge de l'admission directement dans l'outil Chorus (formulaire SF); aucune signature complémentaire ni aucun document ad hoc n'est nécessaire.

présenter ses observations éventuelles. Sans réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer son irresponsabilité, les sanctions s'appliqueront.

Sanctions :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, l'article 14.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable à ce marché.

Pénalités relatives au lot 1 uniquement :

Relative à la clause environnementale (cf art.16 du présent CCAP):

- Non-respect de la qualité des produits utilisés : si les exigences en matière de produits durables se révèlent non respectées, à partir des bilans annuels fournis par le titulaire et que cela ne fait pas l'objet d'explication ou d'explications non satisfaisantes, il sera appliqué une pénalité forfaitaire comme suit :

- de 21 à 30 % de produits durables : pénalité forfaitaire de **500 euros**.
- de 11 à 20 % de produits durables : pénalité forfaitaire de **750 euros**.
- de 0 à 10 % de produits durables : pénalité forfaitaire de **1000 euros**.

- Non-respect de la qualité des produits utilisés : si les exigences en matière de produits bio se révèlent non respectées, à partir des bilans annuels fournis par le titulaire et que cela ne fait pas l'objet d'explication ou d'explications non satisfaisantes, il sera appliqué une pénalité forfaitaire comme suit :

- de 11 à 15 % de produits bio : pénalité forfaitaire de **500 euros**.
- de 6 à 10 % de produits bio : pénalité forfaitaire de **750 euros**.
- de 0 à 5 % de produits bio : pénalité forfaitaire de **1000 euros**.

- Non-présentation des bilans annuels : **20 euros/semaine** et par bilan manquant.

Autres :

- DLC inférieure à trois (3) jours (4 jours minimum en cas de jour férié cumulé à un week-end) : **20 euros** par repas livré,
- Non transmission d'un devis : **20 euros** par jour de retard,
- Absence de mise en place ou retard de communication de la bonne mise en place des HACCP, PND, PMS, et autres éléments de traçabilité comme stipulé à l'article 7 du CCTP, si demande de l'Administration de tout moyen de preuve : **40 euros** par jour de retard,
- Absence de repas améliorés le 24/12 soir, 25/12 midi, 31/12 soir et 01/01 midi) : **50 euros** par repas manquant.

Pénalités applicables aux 2 lots :

- Menu manquant lors de la livraison : **Prix du menu** par menu manquant,
- Non-transmission de l'attestation d'assurance et de conformité des véhicules utilisés à la signature du contrat : **20 euros** par document manquant,
- Non-respect des horaires de livraison : **30 euros** par demi-heure de retard,
- Conditionnement des repas ne respectant pas les dispositions prévues au marché : **10 euros** par conditionnement,
- Composition des repas non conforme aux exigences du CCTP : il sera appliqué une pénalité de **10% du prix HT du repas**,
- Non-respect du poids minimum des portions : il sera appliqué une pénalité de **20 % du prix HT du repas**,

- Non-respect des températures de livraisons (liaisons chaudes et froides): **50 euros par manquement.**

ARTICLE 6 - REGIME DES PRIX

Le prix de base des prestations est le prix unitaire hors taxe indiqué sur le(s) bordereau(x) des prix annexé(s) à l'acte d'engagement ; l'unité monétaire est l'euro.

Les prix indiqués par le titulaire s'entendent :

- établis aux conditions économiques de la date limite de remise des offres (soit le * **date réelle sera complétée avant notification**)
- unitaires,
- définitifs,
- révisibles selon une formule paramétrique, en application de l'article R2112-13.2° du code – voir formule infra,
- hors taxes et TTC⁵.

Formule de révision :

La révision du bordereau des prix unitaires (BPU) sera effectuée par application de la formule :

$P = P_0 \times (0,2 (C_e/C_{e1}) + 0,5 (C_t/C_{t1}) + (0,3 (M_t/M_{t1}))$
--

Dans laquelle :

P est le prix révisé hors taxe,

P₀ est le prix initial hors taxe,

C_t Coût du travail : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Hébergement restauration

Identifiant 001565191 - Base 100 en décembre 2008

C_{t1} le même indice à la date d'établissement de prix du marché.

C_e Coût de l'énergie - Indice des prix à la consommation – Base 2015 ensemble des ménages France – Energie

Identifiant 001759967 – Base 2015

C_{e1} le même indice à la date d'établissement de prix du marché.

M_t Coût des matières premières - Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 56.2 – Service de traiteurs et autres services de restauration – Base 2021

Identifiant 010766370 – Base 2021

M_{t1} le même indice à la date d'établissement de prix du marché.

Les valeurs des indices sont celles publiées par l'INSEE.

La révision s'effectue annuellement, à compter de la 1^{re} reconduction (à partir du treizième mois suivant la date de notification).

Il revient au titulaire de soumettre par mail à l'Administration (service acheteur : pfc-sud-ouest-bap-sm1.contact.fct) les nouveaux prix ainsi révisés, dans les 2 mois suivant la date anniversaire du marché (à peine de forclusion).

⁵ Le taux de TVA sera celui applicable à la date d'établissement des factures; la variation du taux de la TVA pendant l'exécution du marché public sera appliquée sans qu'il soit besoin de passer un acte modificatif.

A l'appui de sa proposition de prix révisés, le titulaire transmettra la formule et les indices utilisés.

Une fois agréés ou corrigés si besoin par l'Administration (service acheteur), ces prix révisés feront foi pour l'année concernée.

ARTICLE 7 – AVANCE

Il ne sera pas accordé d'avance au titre du présent marché public.

ARTICLE 8 – ACOMPTES

Ce marché public n'ouvre pas droit à versement d'acompte.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT

Le régime des paiements est conforme aux dispositions du chapitre I *Exécution financière* du titre IX du livre I de la deuxième partie du code.

9.1 - Formalités nécessaires au paiement

L'ensemble des prestations réalisées, est regroupé au sein d'une facture mensuelle qui détaille les prestations soit :

- Les prestations récurrentes (Lot 1 - poste 1 et LOT 2),
- Les prestations éventuelles/sur devis (Lot 1 – poste 2 et 3).

Nota: les factures partielles ne seront acceptées qu'après accord préalable de l'Administration (service acheteur).

Toutes les factures entre l'Etat et ses titulaires sont dématérialisées (art. L2192-1 et s. du code). Aussi, **le titulaire doit envoyer ses factures en version dématérialisée sur le portail public de dématérialisation⁶ <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Pour ce faire, il doit créer un compte sur ce portail ; la PFC-SO (adresse de facturation : PFC SO – Division Finances – Caserne Nansouty- 223 rue de Bègles – CS 21152 – 33068 Bordeaux Cedex) propose en cas de besoin une assistance au démarrage pour une facturation dématérialisée à l'adresse suivante : pfc-so.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr.

Conformément à l'article D2192-2 du code, la facture doit **impérativement** comporter les renseignements suivants :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET)
- la domiciliation du titulaire⁷ (BIC/IBAN),
- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET des services de l'Etat: 11000201100044**)
- la désignation du payeur (**numéro SE : D0410T7033**)
- le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s) ET sa(leur) date et le cas échéant le devis initial joint,
- le numéro du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture (**numéro EJ : *** sera complété avant notification**)
- **les imputations budgétaires pour le poste 3 du lot 1,**

⁶ L'utilisation du portail public de facturation (« CHORUS pro ») est exclusive de tout autre mode de transmission : une facture transmise en dehors de ce portail sera rejetée, dès lors que le titulaire préalablement informé ne se sera pas conformé à cette obligation en renvoyant sa facture sur ce portail.

⁷ Si les références bancaires sont différentes de celles initialement indiquées sur le présent marché, le titulaire est tenu de fournir le nouveau BIC/IBAN.

- la date d'exécution des services (dates d'exécution des prestations facturées)
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ET le poste auquel elles se rattachent
- le prix unitaire HT, ainsi que la quantité,
- le coût au kilomètre ainsi que le nombre de kilomètre facturés **pour le poste 3 du lot 1**,
- le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la taxe à payer ainsi que la répartition de ces montants par taux de TVA (ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération)
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

La facture doit être parfaitement renseignée, notamment des n° EJ et SE = toute facture mal renseignée sera renvoyée au titulaire, ce qui suspendra le délai global de paiement.

La suspension du délai de paiement s'effectue selon les règles décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code.

Pour toutes questions ou pour tous litiges relatifs à la facturation, passer par le compte ouvert sur
<https://chorus-pro.gouv.fr>

9.2 - Délai global de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le règlement des sommes dues s'effectue par virement.

Le paiement doit intervenir dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la demande de paiement par l'ordonnateur secondaire, ou de la date à laquelle le service fait est constaté, si cette date est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai de trente jours fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires. Ceux-ci sont calculés selon le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours ouvre également droit, au bénéfice du titulaire, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT

Le présent marché peut être affecté en nantissement (art. L2191-8 et R2191-51).

Si, postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de *confier des prestations autres que celles dont le marché prévoit la sous-traitance* à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, il doit établir que la cession ou le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct des sous-traitants.

ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE

Le titulaire n'est soumis ni à retenue de garantie, ni à garantie à première demande, ni à caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 12 – DROIT DU TRAVAIL

Le titulaire du marché remet à l'Administration (service acheteur⁸), tous les six mois jusqu'à la fin d'exécution du marché public, les documents suivants :

- une attestation de **fourniture des déclarations sociales** et de **paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, et datant de moins de six mois (*attestation de vigilance*) ;
- **un des documents mentionnés à l'article D.8222-5-2° du code du travail** (un extrait K bis par exemple), s'il est tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- la **liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail**, le cas échéant.

ARTICLE 13 – ATTESTATION D'ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Administration (service acheteur) et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, avant tout début d'exécution et au maximum dans les quinze jours suivant la notification, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances (attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie).

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Administration (service acheteur) et dans les délais qui lui seront impartis.

ARTICLE 14 – CAS DE RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'Administration (service acheteur) peut résilier le marché public dans les **conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS** (sont notamment visés les cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

L'attention du titulaire est notamment attirée sur le fait que l'Administration (service acheteur) peut faire exécuter les prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation prononcée à ses torts ou en cas d'inexécution d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard.

S'il n'est pas possible à l'Administration (service acheteur) de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

⁸ Sur pfc-sud-ouest-dap.charge-doc.fct@intradef.gouv.fr

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 - Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) est(sont) tenu(s) au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la *protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données*, abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD *règlement général sur la protection des données*) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur, le sous-traitant est le titulaire du marché public.

15.2 – Conditions d'accès

Chaque site sur lequel les prestations sont effectuées constitue un terrain militaire, affecté à l'autorité militaire ou placé sous son contrôle.

Tous les personnels (livreurs) se présentant sur chacun des sites devra obligatoirement être en possession des documents suivants sous peine de se voir refuser l'accès :

- Carte grise ;
- Carte nationale d'identité.

15.3 – Dispositif social du militaire blessé⁹

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

À la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

⁹ Ce dispositif est applicable au présent marché public et le cas échéant aux marchés subséquents et bons de commandes conclus sur son fondement.

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- Une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- Une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- Les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- La localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- Leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- Les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- D'accompagner le titulaire :
 - Dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - De lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - D'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - De s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- D'informer l'acheteur :

- Lors de la signature d'une convention de stage ;
- De lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
- De lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

ARTICLE 16 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE - APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS DE QUALITÉS DURABLES – LOT 1 UNIQUEMENT

En application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, l'acheteur impose à la charge du titulaire une condition d'exécution de fourniture de produits alimentaires de qualité et durables correspondant à au moins 30% du total des ingrédients utilisés annuellement, dont au moins 15% correspondant à des produits issus de l'agriculture biologique.

Cette obligation résulte de l'application de l'article 24 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi « EGAlim ».

Sont entendus comme produits de qualité et durables et produits issus de l'agriculture biologique les catégories de produits suivantes :

- Les produits issus de l'agriculture biologique y compris les produits végétaux étiquetés « en conversion » conformément aux dispositions du règlement (UE) 2018/848 ; à condition qu'il ne s'agisse que de produits bruts ou transformés composés d'un seul ingrédient d'origine végétale et issus d'une exploitation qui est en conversion depuis plus d'un an ;
- Les produits bénéficiant des autres signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) ou des mentions valorisantes suivantes : le Label rouge, l'appellation d'origine (AOC/AOP), l'indication géographique (IGP), la Spécialité traditionnelle garantie (STG), la mention « issu d'une exploitation à Haute Valeur Environnementale » (HVE), la mention « fermier » ou « produit de la ferme » ou « produit à la ferme », uniquement pour les produits pour lesquels existe une définition réglementaire des conditions de production jusqu'au 31/12/2029 uniquement, les produits issus d'une exploitation bénéficiant de la certification environnementale de niveau 2 ;
- Les produits issus de la pêche maritime bénéficiant de l'écolabel Pêche durable ;
- Les produits bénéficiant du logo « Région ultrapériphérique » (RUP);
- Les produits satisfaisant de manière équivalente aux exigences définies par ces signes mentions, écolabels ou certifications. Ce caractère équivalent s'apprécie conformément aux articles R. 2111-11 à R. 2111-17 du code de la commande publique.

Les produits portant les mentions « montagne » ou « produits pays » sont expressément exclus des catégories de produits de qualité et durables exigés dans le cadre du marché.

L'ensemble de ces signes, mentions, écolabels, certifications ou leurs équivalences sont exigés au titre des spécifications techniques des produits conformément aux articles R. 2111-4, R. 2111-8, R. 2111-9 et R. 2111-11 du code de la commande publique.

Les labels proposés par le titulaire doivent répondre aux exigences précisées aux articles R. 2111-12 et R. 2111-14 du code de la commande publique.

Le titulaire devra justifier dans un bilan annuel de l'utilisation de ces produits et devra être capable, en cas de contrôle, de fournir des moyens de preuve. Un bilan devra être transmis chaque année dans le mois qui suit la date anniversaire du marché public.

A l'issue de l'étude de chacun de ces bilans, et si les exigences de cette clause ne sont pas respectées cela donnera lieu à des sanctions.

ARTICLE 17 - DEROGATION AU CCAG

L'article **3** du présent marché relatif **au délai d'exécution** déroge à l'article **13.1.2** du CCAG/FCS sur le point suivant : si aucun délai n'est mentionné au bon de commande le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est le lendemain de la date de sa notification.

L'article **5** du présent marché relatif aux opérations de vérifications déroge aux articles **27 à 30** du CCAG/FCS sur le point suivant : les vérifications sont effectuées par l'établissement bénéficiaire.

L'article **5** du présent marché relatif **aux pénalités de retard** déroge à l'article **14** du CCAG/FCS sur le point suivant : l'article 14.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable à ce marché.

L'article **14** du présent marché relatif **à la résiliation** déroge à l'article 42 du CCAG/FCS sur le point suivant : aucune indemnité n'est accordée au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Par ailleurs à l'article 43.2.2.4 du CCAG/FCS au lieu de lire « Si la résiliation est prise en application de l'article **41** » il convient de lire « Si la résiliation est prise en application de l'article **42** » et à l'article 43.3.1 au lieu de lire « le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article **44** » il convient de lire « le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article **45** »